



PUBLIE LE 29 MAI 2026

Accusé de réception en préfecture
076-217605401-20260514-114262B-DE-1-1
Date de télétransmission : 28/05/2026
Date de réception préfecture : 28/05/2026

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 30 AVRIL 2026

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

7 / MISE A DISPOSITION D'UN ESPACES VERT SITUE 11, RUE DES HALLETES A ROUEN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION LA CASE DEPART POUR L'INSTALLATION DE « TINY HOUSES »

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire,

Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Jean-Michel BEREGOVVOY, Mme Zohra AMIMI, Mme Fatima EL KHILI, M. Manuel LABBÉ, Mme Elizabeth LABAYE, M. Stéphane MARTOT, Mme Hélène MICHOT (représentée par M. Thibaut DROUET jusqu'à son arrivée en séance à 14 h 24), M. Adrien NAIZET, Mme Sonia TLICH, M. Nicolas ZUILI, Mme Pascale SEUX, Adjoints au Maire,

Mme Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Mme Annie BOULON-FAHMY, M. Mohamed BERBRA, M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNEX (représentée de 15 h 30 à 16 h par M. Cyrille MOREAU), M. Patrick LE BONNIEC, M. Matthieu de MONTCHALIN (représenté par M. Abdelkrim MARCHANI jusqu'à son arrivée en séance à 16 h 29), Mme Elise BOQUIÉ, M. Cyrille MOREAU (présent à partir de 14 h 24), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE entre 16 h 01 et 16 h 50), Mme Benjamine DUCERF (représentée par M. Ludovic DELESQUE après son départ de la séance à 16 h 37), Mme Kaltoum GACHI, M. Ludovic DELESQUE, M. Kalminthe GOMIS, M. Abdelkrim MARCHANI, Mme Juliette BIVILLE (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVVOY après son départ de la séance à 16 h 36), M. Thibaut DROUET (représenté par Mme Hélène MICHOT après son départ de la séance à 15 h 54), Mme Gaëlle SILVESTRE, M. Hakim SALAH, M. Frédéric CHANU, Mme Juliana VIENNE, M. Dorian JUSTIN, Mme Caroline MENDY, Mme Clémentine LE DUEY, Mme Agathe SAMSON (représentée par Mme Elizabeth LABAYE après son départ de la séance à 17 h 38), M. Imed TABACHI, Mme Marie-Hélène ROUX (représentée par M. Dimitri DENEUVE après son départ de la séance à 17 h 30), Mme Hayet ZERGUL, Mme Carine WOLF, M. Dimitri DENEUVE, M. Benoît ROUSSET, Mme Marine CARON, Mme Florence BRUDEY, M. Julien VANHEE, M. Maxime DA SILVA, M. Pierre-Antoine SPRIMONT, Mme Marie BERRUBÉ, M. Grégoire HOUDAN, M. Bruno DEVAUX (présent à partir de 14 h 41 et représenté par Mme Carine WOLF après son départ de la séance à 17 h 05).

REPRESENTES : M. Kader CHEKHEMANI (représenté par M. Mohamed BERBRA), M. Valentin RASSE-LAMBRECQ (représenté par M. Hakim SALAH), Mme Elsa MOUTET (représentée par M. Maxime DA SILVA).

VILLE DE ROUEN
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 30 AVRIL 2026
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

7 / MISE A DISPOSITION D'UN ESPACES VERT SITUE 11, RUE DES HALLETES A ROUEN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION LA CASE DEPART POUR L'INSTALLATION DE « TINY HOUSES »

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis plusieurs années, la Ville a développé une politique sociale en collaboration avec l'association La Case Départ, dans le cadre de l'insertion par l'activité économique et de l'accès au logement en faveur des personnes sans domicile fixe.

La Ville de Rouen est propriétaire de la parcelle cadastrée DL353 située au 11, rue des Hallettes à Rouen, siège d'un bâtiment dédié aux activités culturels et sociales.

Afin de pouvoir proposer l'installation de trois Tiny houses et permettre le relogement de plusieurs familles en difficulté sociale, la Ville souhaite autoriser la mise à disposition de cet espace vert au profit de l'association La Case Départ.

Dans ce contexte, il convient de rédiger une convention entre l'association et la Ville de Rouen afin d'encadrer les conditions de cette occupation et les modalités financières.

La convention d'occupation étant à titre gratuite, la compétence du Conseil Municipal est requise. Cette gratuité est justifiée au regard des missions d'intérêt général de l'association et de l'absence de but lucratif dans ses activités au profit des personnes sans domicile fixe.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir autoriser la signature de la convention de mise à disposition entre la Ville de Rouen et l'Association La Case Départ.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de Mme Zohra AMIMI, Adjointe,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2121-29,
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment son article L. 2125-1,
- Le projet de convention ci-joint.

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Rouen est propriétaire de l'espace vert situé à Rouen, 11, rue des Hallettes, cadastrés en section DL sous le numéro 353.

- Que l'Association La Case Départ à but non lucratif poursuit un intérêt général au regard de ses activités d'accès au logement et d'insertion par l'activité économique en faveur des personnes sans domicile fixe,
- Que la convention de mise à disposition est accordée, pour une durée de dix ans, aux conditions définies ci-après,
- Que les permis d'aménager et de construire ont reçu un avis tacite positif, à la suite des demandes faites par l'Association.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

- 1.- autorise la mise à disposition à titre gratuit de l'espace vert de la parcelle DL353 situé à Rouen, 11, rue des Hallettes, au profit de l'Association La Case Départ,
- 2.- autorise la mise à disposition pour une durée de 10 ans à compter de sa signature,
- 3.- décide que l'association prendra à sa charge toutes les dépenses liées à cette occupation (fluides, taxes, assainissement),
4. - autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la présente convention de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- 5.- précise que la recette en résultant sera imputée aux chapitres 75 (autres produits de gestion courante) et 70 (produits des services, du domaine et ventes diverses), articles 752 (revenus des immeubles) et 70878 (remboursements de frais par d'autres redevables) du budget.

La délibération est adoptée à l'unanimité à 17 h 46

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

